

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARCELORMITTAL CF

Site 2 - ZI Longues Raies
55800 CONTRISSON

Références : JPM/209-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 2 - ZI Longues Raies 55800 CONTRISSON. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF
- Site 2 - ZI Longues Raies 55800 CONTRISSON
- Code AIOT dans GUN : 0006204558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION FRANCE (site 2) est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral 2009-0972 du 19 mai 2009, à exploiter une usine de fabrication de tôles prélaquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques sur le territoire de la commune de CONTRISSON

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Sécurité du site
- Gestion de crise

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 1.2	/	Sans objet
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.3.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.6.5	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.6.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de la visite d'inspection du 14 juin 2022 sont respectés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, stockage de diisocyanate de diphénylméthane
Prescription contrôlée : Respect de la quantité maximale stockée
Constats : L'exploitant dispose de deux cuves de 40m3 visible sur le site, et qui représente une masse totale de 98.4T L'exploitant est autorisé par arrêté préfectoral à stocker 140T de diisocyanate de diphénylméthane
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.3.2
Thème(s) : Sécurité du site, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, afin de s'assurer du respect de cette prescription. Durant les heures de fermeture, le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de non exploitation.
Constats : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Les personnes étrangères à l'établissement sont obligées de passer par le poste de filtrage pour se rendre sur le site. L'exploitant indique qu'une société de gardiennage est disponible 24/24 et dispose des numéros de téléphone des personnes à contacter en cas d'urgence. Un électromécanicien est toujours présent sur le site, aux horaires de fonctionnement, et responsable de la mise en œuvres des mesures de sécurité. De manière générale, les électromécaniciens sont tous formés à la mise en œuvres des mesures de sauvegarde, ils ont la connaissance des lieux, des dangers et inconvénients des produits utilisés et stockés dans l'établissement. Le site dispose d'un planning d'astreinte et d'une cellule de crise. En cas de besoin de prise de décision importante, il sera fait appel à un cadre d'astreinte nommément désigné au planning. Toutefois, il a été identifié que le gardien gère simultanément un site ARCELOR MITTAL à Revigny sur Ornain, sur lequel il procède à des rondes de contrôle, or un problème de liaison téléphonique avec le gardien a été décelé. Aussi, en cas d'urgence à Contrission le gardien pourrait ne pas être contacté rapidement. L'exploitant indique qu'il va prendre les mesures nécessaires afin que le gardien soit toujours joignable.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des mesures qu'il prend pour rendre le gardien joignable à toute heure, dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.6.5
Thème(s) : Sécurité du site, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Constats : Des consignes qui précisent les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du 19/05/2009 sont établies, elles sont intégrées au plan d'urgence interne de l'entreprise, elles mêmes disponibles dans les bureaux des chefs d'équipe, et tenues à jour. Cependant, de par leur volume elles ne peuvent être affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'inspection a posé la question à un personnel qui se trouvait dans l'atelier s'il savait ou trouver ces consignes, et celui ci a répondu correctement. Ces consignes indiquent la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de clairement afficher une consigne qui précise le lieux de mise à disposition de ce document et au minimum les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 7.6.6
Thème(s) : Gestion de crise, Plan de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir avant l'exploitation des installations, un plan d'intervention interne ou plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente. Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima : - les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et fonction) des agents susceptibles d'engager ces actions ; - pour chaque scénario d'accident les actions à engager pour gérer le sinistre ; -les principaux numéros d'appels.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'urgence à jour, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan d'urgence contient un logigramme qui définit la procédure à appliquer en cas d'incident ou d'accident. Une fiche réflexe avec les noms, fonctions et numéros de téléphone des agents susceptibles d'engager ces actions est également disponible dans le document.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet